
Rapport du Président**Proposition de don au titre du Cadre pour la
soutenabilité de la dette****Royaume des Tonga****Projet d'innovation rurale aux Tonga – Phase III**Numéro du projet: 2000005059

Cote du document: EB 2025/LOT/P.6

Date: 3 octobre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 65.

Questions techniques:**Candra Samekto**Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: c.samekto@ifad.org**Buyung Hadi**Spécialiste technique régional principal
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: b.hadi@ifad.org

Table des matières

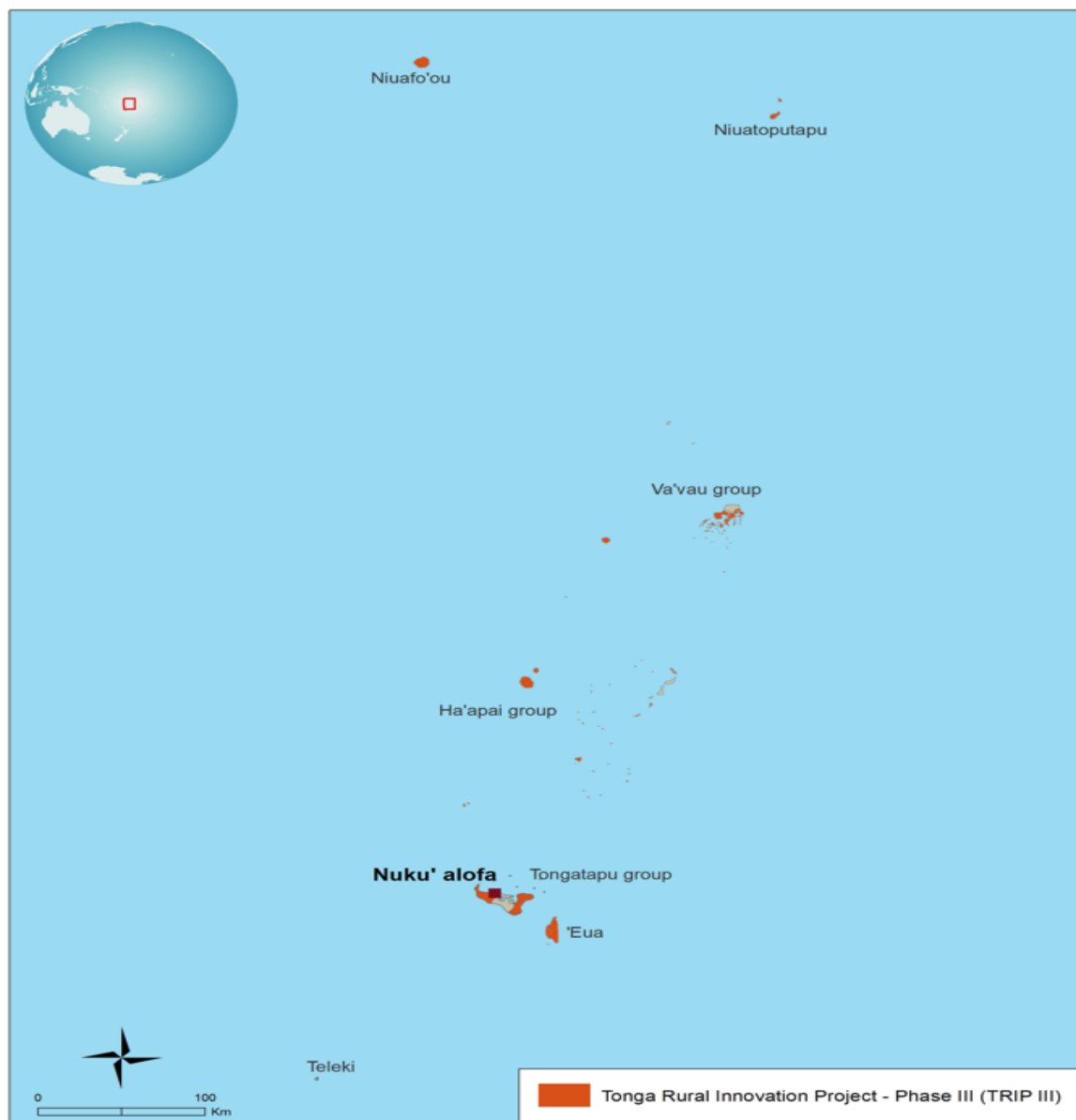
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, effets directs et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	14
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Candra Samekto
Responsable technique:	Buyung Hadi
Responsable des finances:	Tendayi Makuyana
Spécialiste climat et environnement:	Nirajan Khadka
Juriste:	Pauni Obregon

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 23/09/2025

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Bénéficiaire:	Royaume des Tonga
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du projet:	19,36 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	5,3 millions d'USD
Cofinanceur:	Fonds pour l'environnement mondial
Montant du cofinancement:	4,69 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution du bénéficiaire:	3,11 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,76 million d'USD
Déficit de financement:	4,5 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	4,959 millions d'USD (dont 0,8 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Royaume des Tonga est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dont le revenu national brut (RNB) par habitant s'élève à 5 000 USD. Malgré son statut économique, le pays se heurte toutefois à des difficultés de taille. Son indice de développement humain est inférieur à la moyenne régionale, signe de vulnérabilités socioéconomiques. Sa population est majoritairement rurale (79% des Tongans vivant hors des centres urbains) et reste fortement tributaire des envois de fonds, qui constituent 40% du produit intérieur brut (PIB).
2. **Contexte économique.** Les Tonga font face à des difficultés économiques et connaissent une croissance lente, qui s'est établie en moyenne à 1,3% par an au cours des 10 dernières années, en raison de l'isolement de ce petit État insulaire en développement et de sa vulnérabilité face à la variabilité du climat et aux catastrophes naturelles. Bien que la majorité de la population soit rurale, le secteur agricole du pays ne représente que 16% du PIB.
3. La pauvreté reste préoccupante: la pauvreté multidimensionnelle touche 24% de la population et le taux de pauvreté monétaire s'élève à 21%. Les zones rurales, en particulier Tongatapu et 'Eua, affichent les taux de pauvreté les plus élevés. Les groupes vulnérables comprennent les enfants, les personnes âgées, les femmes et les personnes qui occupent un emploi informel. Le coût élevé des aliments vient aggraver la pauvreté, car une grande part des dépenses des ménages est consacrée à l'alimentation.
4. **Politiques et institutions nationales.** La politique agricole des Tonga prend la forme d'un cadre complet visant à promouvoir l'agriculture durable et à garantir la sécurité alimentaire, le développement économique et la préservation de l'environnement. La deuxième phase du Plan des Tonga relatif au secteur agricole (TASP II) pour 2025-2035 a pour objectif stratégique de promouvoir des moyens d'existence ruraux durables. La Politique relative aux changements climatiques, la contribution déterminée au niveau national et la Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité mettent en avant les grands enjeux ainsi que les principales mesures devant accroître la résilience des communautés et améliorer la conservation de la biodiversité.
5. Les stratégies nationales ont pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et le développement rural avec l'aide d'acteurs essentiels, notamment le Tonga Trust pour l'intégration des innovations en matière de développement rural (MORDI TT), qui dirige des initiatives communautaires. Le Gouvernement tongan collabore avec des partenaires internationaux comme le FIDA et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en vue de financer des projets destinés à accroître la résilience et à réduire la pauvreté.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ axé sur les jeunes;
 - ☒ ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

7. Les peuples autochtones des Tonga, qui représentent près de 97% de la population, sont majoritairement d'ascendance polynésienne et partagent de profonds liens culturels, linguistiques et génétiques avec d'autres communautés polynésiennes. Leurs traditions, leurs structures sociales et leur langue sont le fruit d'un riche héritage polynésien qui a traversé les siècles.
8. Les Tonga font partie des pays les plus vulnérables à la variabilité du climat du fait de leur emplacement, de leur statut de petit État insulaire en développement et de leur dépendance à l'égard des ressources naturelles dans des secteurs économiques essentiels comme la pêche, l'agriculture et le tourisme. Les pertes et les dégâts irréversibles causés par les phénomènes météorologiques extrêmes et l'érosion du littoral mettent en péril la concrétisation des engagements pris par les pouvoirs publics concernant l'atténuation de la pauvreté et compromettent les objectifs nationaux de développement.
9. Les jeunes, au nombre d'environ 32 000, constituent un tiers de la population et sont incontestablement considérés comme le plus grand atout du pays, dont ils incarnent l'avenir. L'émigration des jeunes est importante et ceux qui restent ne sont souvent pas intéressés par l'agriculture.

Justification de l'intervention du FIDA

10. Il est crucial que le FIDA intervienne dans le contexte du Projet d'innovation rurale aux Tonga – Phase III (TRIP III), compte tenu des difficultés persistantes et nouvelles que connaissent les communautés rurales du pays. Le projet fait fond sur les réussites obtenues et les enseignements tirés lors des deux premières phases (TRIP I et TRIP II), lesquelles ont intégré un processus participatif de développement communautaire dans le cadre de l'administration locale des Tonga et ont stimulé la capacité de production au moyen de fermes groupées et de jardins communautaires. Malgré les progrès accomplis, la situation reste marquée par des difficultés comme les catastrophes naturelles fréquentes, les obstacles au relèvement après la pandémie et l'insécurité alimentaire. Le TRIP III vise à remédier à ces difficultés en développant et en diversifiant les activités agricoles, en encourageant la transition vers une agriculture semi-commerciale, en promouvant la biodiversité et en renforçant la résilience climatique.
11. Le Gouvernement tongan a demandé au FIDA de continuer de l'épauler face aux difficultés nouvelles, comme l'érosion de la biodiversité, la variabilité du climat et le taux de chômage élevé parmi les jeunes. L'atout particulier du FIDA réside dans son expérience du développement à assise communautaire et dans sa capacité de promouvoir des partenariats avec les organes publics compétents. Le TRIP III facilitera l'élaboration de politiques, la décentralisation de la gouvernance et l'innovation agricole, en mettant l'accent sur la transition des ménages vers l'agriculture semi-commerciale, en diversifiant la production agricole avec d'autres fruits et légumes et en développant les sources de revenus non agricoles. Ces objectifs s'inscrivent dans le droit fil de la mission du FIDA, qui est d'améliorer le niveau de vie des populations et d'accroître l'offre locale d'aliments nutritifs dans les zones rurales.

B. Enseignements à retenir

12. L'expérience du FIDA aux Tonga met en lumière l'importance d'une mobilisation efficace des parties prenantes au service de la mise en œuvre durable du projet et de l'appropriation. La décentralisation de la gestion s'est révélée avantageuse, en particulier pour les îles périphériques isolées, car elle a eu pour effet d'améliorer la supervision, de baisser les coûts et de renforcer la participation des acteurs locaux. Il est fondamental de renforcer les capacités, en particulier de dispenser des formations ciblées permettant de mettre à niveau les compétences techniques et d'accroître les capacités institutionnelles, pour que les parties prenantes aient les moyens de s'approprier les initiatives.

13. La méthode donnant-donnant axée sur la mise en concurrence a été efficace pour mobiliser les communautés rurales, l'appui étant subordonné aux contributions des bénéficiaires et à certaines actions préalables. Elle encourage la participation et apporte un appui supplémentaire aux communautés qui ont fait preuve d'un degré élevé d'appropriation et d'engagement. Toutefois, il est essentiel d'associer à la mise en concurrence des mesures d'autonomisation, de sorte que les communautés qui ont moins de capacités puissent tout de même concourir.
14. La souplesse et la réactivité sont indispensables si l'on veut que les projets puissent rapidement être ajustés en cas de catastrophe naturelle et de crise économique. Cette capacité d'adaptation permet de passer sans délai d'interventions en faveur du développement à des interventions d'atténuation des crises, assurant ainsi la continuité des progrès en dépit des difficultés externes.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

15. Le projet a pour objet d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de réduire la pauvreté et d'accroître la résilience climatique des communautés rurales. Il vise à renforcer le développement des communautés et à améliorer les moyens d'existence ruraux en promouvant la production et la commercialisation d'aliments diversifiés. Pour ce faire, il faudra intégrer des pratiques climato-résilientes, favoriser la biodiversité, encourager l'inclusion sociale et adopter des solutions novatrices.

B. Composantes, effets directs et activités

16. Le TRIP III compte quatre grandes composantes. La composante 1 (Développement des communautés) vise à renforcer la résilience climatique des communautés et la planification des moyens d'existence. Elle comprend des plans de développement communautaire ainsi que des plans d'amélioration des moyens d'existence, qui permettront de définir les priorités des communautés, d'intégrer la résilience climatique et de faciliter la transition de l'agriculture de subsistance à une agriculture semi-commerciale, avec l'aide de dons en faveur des moyens d'existence des communautés.
17. La composante 2 (Moyens d'existence durables) a pour objet d'améliorer la production et les ventes des ménages, d'étendre la gestion foncière améliorée à une plus grande superficie et de créer de nouveaux moyens d'existence, en particulier pour les jeunes. La sous-composante 2.1 est axée sur le renforcement des capacités au service de l'amélioration des moyens d'existence et prévoit des formations à la production climato-résiliente, au jardinage communautaire axé sur la nutrition et aux connaissances financières et commerciales de base. La sous-composante 2.2 vient faciliter les investissements dans des plans d'amélioration des moyens d'existence et des filières favorisant la résilience climatique grâce à des dons en faveur des moyens d'existence des communautés. Elle vise à faciliter les partenariats avec les entreprises agricoles et à promouvoir l'agroforesterie, les jardins communautaires et l'artisanat. La sous-composante 2.3 (Mécanisme de promotion de l'innovation) propose des dons servant à mettre à l'essai de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'activité, tandis que la sous-composante 2.4 vise à améliorer l'accès aux services agrométéorologiques à l'appui d'une agriculture climatiquement rationnelle.
18. La composante 3 (Gestion du projet et appui à l'élaboration des politiques) doit accroître les capacités institutionnelles servant à l'élaboration des politiques. Elle prévoit des activités de renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques et des capacités institutionnelles, outre la rédaction de projets de politiques. La gestion du projet sera assurée par MORDI TT, qui établira une unité de gestion de projet chargée de la mise en œuvre globale du TRIP III.

19. La composante 4 (Reprise et reconstruction après sinistre) concerne le relèvement après un sinistre et prévoit la mise en place d'un mécanisme de financement d'urgence malgré l'absence d'allocation budgétaire initiale.

C. Théorie du changement

20. La solution proposée consiste à transformer l'agriculture tongane pour la faire passer d'une agriculture traditionnelle de subsistance à un secteur plus résilient et plus viable sur le plan commercial. Cette transformation se fera moyennant une approche en trois volets: planification participative du développement communautaire, moyens d'existence durables reposant sur la commercialisation de l'agriculture et appui à l'élaboration des politiques. Des plans de développement communautaire seront établis et mis à jour, l'accent étant mis sur l'adaptation climatique, et couvriront l'agriculture, les activités génératrices de revenus non agricoles et les infrastructures locales. Ensuite, sur la base d'analyses des filières locales, des plans d'amélioration des moyens d'existence présenteront en détail des activités génératrices de revenus agricoles et non agricoles, facilitées par des accords de partage des coûts et une formation aux techniques climato-résilientes, à la culture financière et à la gestion d'entreprise. L'établissement de la section des plans de développement communautaire consacrée aux infrastructures locales sera facilité par le Tonga-Australia Resilient Communities Program (TARCP), un projet parallèle financé par l'Australie.
21. Guidée par les plans d'amélioration des moyens d'existence, l'équipe de projet élargira l'accès aux intrants et aux technologies améliorés, de façon à favoriser la productivité tout en améliorant la résilience des communautés. Elle facilitera des partenariats entre des groupes d'agriculteurs et des entreprises agricoles, plus précisément des accords de production en sous-traitance et l'agriculture contractuelle. Un mécanisme de promotion de l'innovation contribuera à mettre à l'essai de nouvelles technologies et des modèles d'activité centrés sur les jeunes. Des services agrométéorologiques améliorés aideront les agriculteurs à exploiter plus efficacement les informations sur le climat. L'appui à l'élaboration des politiques sera axé sur la mise à jour des cadres réglementaires, l'objectif étant de créer un environnement propice à la diversification et à la commercialisation des produits agricoles.
22. Cette théorie se fonde sur les hypothèses suivantes: la collaboration se poursuit avec les responsables locaux, les membres des communautés et les acteurs des filières continuent de manifester leur intérêt et le Gouvernement montre qu'il a la volonté politique de renforcer les politiques agricoles. Les catastrophes naturelles, qui constituent le risque principal, pourraient endommager les infrastructures et retarder les activités.

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le TRIP III contribue à plusieurs objectifs de développement durable, notamment les objectifs 1 (pas de pauvreté), 2 (faim « zéro »), 5 (égalité entre les sexes), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 14 (vie aquatique), 15 (vie terrestre) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).
24. Le projet viendra appuyer des politiques et stratégies publiques importantes, notamment: i) le TASP II (2025-2035); ii) la troisième phase du Cadre stratégique de développement des Tonga à l'horizon 2050; iii) la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu; iv) la Stratégie de croissance du Pacifique pour l'agriculture et les forêts à l'horizon 2050; v) le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement; vi) la Politique des Tonga relative aux changements climatiques; vii) la deuxième contribution des Tonga déterminée au niveau national; viii) la Vision pour des systèmes alimentaires durables aux Tonga à l'horizon 2030.

25. Sur le plan stratégique, le TRIP III est harmonisé avec le projet de programme d'options stratégiques régional du FIDA pour le Pacifique et avec la Stratégie d'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement pour la période 2022-2027, ainsi qu'avec les politiques et stratégies thématiques du Fonds sur l'égalité femmes-hommes, les jeunes, la nutrition, la variabilité du climat et la résilience climatique, l'environnement, la biodiversité, les peuples autochtones, la planification participative et le développement du secteur privé.
26. **Appropriation.** Le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts (MAFF), le Ministère de la météorologie, de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes, de l'environnement, des changements climatiques et des communications (MEIDECC), le Ministère de l'intérieur, le Cabinet du Premier Ministre (Département de l'administration locale) ainsi que les organismes partenaires ont participé activement à l'ensemble du processus de conception du TRIP III.
27. **Partenariats.** Afin que l'exécution du projet se fasse sans heurt et permette d'atteindre les objectifs de développement, les partenariats sont considérés comme l'un des piliers centraux du TRIP III. L'équipe du projet nouera des partenariats solides avec des organismes publics, des organisations de jeunes, des acteurs du secteur privé et des partenaires de développement. Elle facilitera également les partenariats entre les différents acteurs.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

28. Le coût total du projet, qui couvrira une période de six ans, s'élève à 19,36 millions d'USD. Les investissements du projet se répartissent comme suit: 21,7% pour la composante 1, 59,1% pour la composante 2 et 19,2% pour la composante 3. Les coûts liés à la gestion du projet représentent 17,0% du coût total (voir tableau 1).
29. Les composantes du projet relèvent toutes, entièrement ou partiellement, de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation, est estimé à 4,959 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Don du FIDA au titre du CSD		FEM		Bénéficiaires			Déficit de financement		Gouvernement			Total	
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
Composante 1: Développement des communautés	1 529	36,5	516	12,3	-	-	-	1 519	36,2	629	-	15,0	4 193	21,7
Composante 2: Moyens d'existence durables														
Sous-composante 2.1: Renforcer les capacités pour améliorer les moyens d'existence	1 420	31,9	845	19,0	-	-	-	1 515	34,1	667	-	15,0	4 446	23,0
Sous-composante 2.2: Investir dans des plans d'amélioration des moyens d'existence et des filières favorisant la résilience climatique	354	5,7	2 670	42,8	1 493	1 493	47,9	186	3,0	40	-	0,6	6 235	32,2
Sous-composante 2.3: Mécanisme de promotion de l'innovation	-	-	130	50,0	65	65	50,0	-	-	-	-	-	260	1,3
Sous-composante 2.4: Services agrométéorologiques	284	56,8	-	-	-	-	-	141	28,2	75	-	15,0	500	2,6
Total partiel – composante 2: Moyens d'existence durables	2 058	18,0	3 645	31,9	1 557,5	1 557,5	27,2	1 842	16,1	782	-	6,8	11 442	59,1
Composante 3: Gestion du projet et appui à l'élaboration des politiques														
Sous-composante 3.1: Renforcer les capacités en matière d'élaboration de politiques et les capacités institutionnelles	230	52,6	59	13,5	-	-	-	83	19,0	66	-	15,0	438	2,3
Sous-composante 3.2: Gestion du projet	1 482	45,1	470	14,3	-	-	-	1 053	32,0	282	-	8,6	3 288	17
Total partiel – composante 3: Gestion du projet et appui à l'élaboration des politiques	1 712	46,0	529	14,2	-	-	-	1 136	30,5	348	-	9,3	3 726	19,2
Composante 4: Reprise et reconstruction après sinistre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	5 300	27,4	4 690	24,2	1 557,5	1 557,5	16,1	4 496	23,2	1 758	-	9,1	19 360	100,0

* CSD = Cadre pour la soutenabilité de la dette; FEM = Fonds pour l'environnement mondial.

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don du FIDA au titre du CSD		FEM		Bénéficiaires		Déficit de financement		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement												
A. Équipement et matériel	240	85,0	-	-	-	-	-	-	42	15,0	283	1,5
B. Véhicules	188	85,0	-	-	-	-	-	-	33	15,0	221	1,1
C. Dons	129	2,1	2 800	44,9	3 115	50,0	186	3,0	0	-	6 231	32,2
D. Formations et ateliers	158	8,1	1 495	76,9	-	-	-	-	292	15,0	1 945	10,0
E. Conseils et études	2 971	40,2	-	-	-	-	3 308	44,8	1 108	15,0	7 387	38,2
F. Biens, services et intrants	496	85,0	-	-	-	-	-	-	88	15,0	584	3,0
Total des dépenses d'investissement	4 183	25,1	4 295	25,8	3 115	18,7	3 494	21,0	1 563	9,4	16 650	86,0
II. Dépenses ordinaires												
A. Salaires, traitements et indemnités	912	64,8	169	12,0	-	-	325	23,1	0	-	1 407	7,3
B. Exploitation et entretien	205	15,7	226	17,3	-	-	677	51,9	196	15,0	1 304	6,7
Total des dépenses ordinaires	1 117	41,2	395	14,6	-	-	1 003	37,0	196	7,2	2 711	14
Total	5 300	27,4	4 690	24,2	3 115	16,1	4 496	23,2	1 758	9,1	19 360	100,0

Tableau 3
Coût du projet par composante, par sous-composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Totaux incluant les provisions pour imprévus													
	2026		2027		2028		2029		2030		2031		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Composante 1: Développement des communautés	377,8	0,09	752,1	0,18	874,0	0,21	910,8	0,22	706,7	0,17	571,7	0,14	4 193,2	0,22
Composante 2: Moyens d'existence durables														
Sous-composante 2.1: Renforcer les capacités pour améliorer les moyens d'existence	456,7	0,10	863,6	0,19	894,4	0,20	921,4	0,21	845,1	0,19	465,1	0,13	4 446,2	0,23
Sous-composante 2.2: Investir dans des plans d'amélioration des moyens d'existence et des filières favorisant la résilience climatique	337,7	0,05	1 564,8	0,25	1 559,1	0,25	1 652,6	0,27	1 121,0	0,18	-	-	6 235,3	0,32
Sous-composante 2.3: Mécanisme de promotion de l'innovation	-	-	128,6	0,50	131,2	0,50	-	-	-	-	-	-	259,8	0,01
Sous-composante 2.4: Services agrométéorologiques	-	-	27,6	0,06	326,9	0,65	57,4	0,11	58,6	0,12	29,9	0,06	500,4	0,03
Total partiel – composante 2: Moyens d'existence durables	794,4	0,07	2 584,6	0,23	2 911,5	0,25	2 631,5	0,23	2 024,7	0,18	495,0	0,05	11 441,7	0,59
Composante 3: Gestion du projet et appui à l'élaboration des politiques														
Sous-composante 3.1: Renforcer les capacités en matière d'élaboration de politiques et les capacités institutionnelles	97,4	0,22	99,6	0,23	101,6	0,23	115,3	0,26	11,9	0,03	12,2	0,03	438,0	0,02
Sous-composante 3.2: Gestion du projet	731,0	0,22	417,6	0,13	426,0	0,13	559,3	0,17	570,5	0,17	583,3	0,17	3 287,6	0,17
Total partiel – composante 3: Gestion du projet et appui à l'élaboration des politiques	828,4	0,22	517,2	0,14	527,5	0,14	674,6	0,18	582,4	0,16	595,4	0,15	3 725,6	0,19
Composante 4: Reprise et reconstruction après sinistre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	2 000,6	0,10	3 853,9	0,20	4 313,1	0,22	4 216,9	0,22	3 313,9	0,17	1 662,0	0,09	19 360,5	1,00

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

30. Le coût total du projet s'élève à 19,36 millions d'USD, dont 5,3 millions d'USD financés par le FIDA – à savoir 4,50 millions d'USD à tirer de la somme allouée aux Tonga au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) dans le cadre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, auxquels s'ajoute un financement de 0,80 million d'USD provenant des contributions pour le climat (soit 27,4% du coût total). Le FEM apportera, pour sa part, 4,69 millions d'USD (24,2%). La contribution du Gouvernement sera de 1,76 million d'USD (9,1%) et celle des bénéficiaires, de 3,11 millions d'USD (16,1%). Dans un souci de maîtrise des dépenses, les éventuels gisements d'économies seront recensés afin qu'une stratégie appropriée de réduction des dépenses ordinaires soit élaborée.
31. Le déficit de financement, dont le montant s'élève à 4,50 millions d'USD (23,2%), pourra être financé dans le cadre des prochains cycles du SAFP ou au moyen du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, ou les deux (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration), ou par un éventuel cofinancement à déterminer pendant l'exécution. Dans le cas où le déficit de financement ne serait pas comblé et où aucune ressource additionnelle ne serait disponible, la performance du projet ne s'en trouverait pas affectée, car les cibles et la conception du projet ont été établies sur la base des ressources disponibles déjà garanties.

Décaissement

32. Le retrait des ressources au titre du don du FIDA suivra les modalités de décaissement des fonds renouvelables, en fonction des prévisions de trésorerie à six mois qui figurent dans les rapports financiers intermédiaires trimestriels. Les montants des demandes de retrait seront justifiés par les rapports financiers intermédiaires présentés au FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre. Les rapports financiers intermédiaires et les demandes de retrait seront soumis par voie électronique sur le Portail clients du FIDA, via le module d'exécution financière. Ces dispositions s'appliqueront également au don du FEM. Les montants des taxes et droits, pris en charge au titre du financement du Gouvernement, seront récupérés sur la base de demandes de remboursement à présenter à intervalles réguliers, et la contribution en espèces des bénéficiaires sera versée directement aux fournisseurs et aux contractants; aucun versement sous forme numéraire ne sera effectué à l'intention de MORDI TT. Les fonds provenant du financement du FIDA ne seront pas utilisés pour payer les taxes.

Résumé des avantages et analyse économique

33. L'analyse fait apparaître un taux de rentabilité économique interne estimé à 19,8%, soit bien au-dessus du taux social d'actualisation, gage de la solide viabilité économique du projet. La valeur actuelle nette du projet se chiffre à 33,5 millions de pa'anga (TOP) (14,1 millions d'USD) et le ratio bénéfices/coûts s'établit à 1,9, ce qui signifie que chaque pa'anga investi produit des bénéfices économiques à hauteur de 1,9 TOP. Les analyses de sensibilité confirment les solides perspectives économiques du projet. La résistance des résultats relatifs à la viabilité économique a été vérifiée au moyen d'une série de scénarios de sensibilité.

Stratégie de retrait et pérennisation

34. La stratégie de retrait du projet met l'accent sur le renforcement des capacités locales et l'élaboration de cadres institutionnels en vue d'asseoir la durabilité à long terme. Les principaux volets concernent notamment la formation des parties prenantes locales, la création d'organisations communautaires, et l'intégration des activités du projet aux programmes publics existants. L'exécution fera intervenir un retrait graduel de l'appui externe, afin que les entités locales puissent s'approprier pleinement les responsabilités. Cette approche vise à améliorer la durabilité des avantages, en ce qu'elle favorise la maîtrise locale et l'autonomie des bénéficiaires.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

35. Après évaluation, le risque global inhérent au projet est jugé substantiel, de même que le risque résiduel après application des mesures d'atténuation. Parmi les principaux risques recensés figurent la variabilité climatique, qui pourrait limiter la productivité agricole, et les carences affectant les capacités institutionnelles, qui sont susceptibles d'entraver la bonne exécution du projet. Les difficultés liées à l'accès aux marchés pourraient quant à elles compromettre la durabilité des résultats en matière de développement.
36. Plusieurs grandes mesures seront prises dans le cadre du projet en vue d'atténuer ces risques. Pour faire face à la variabilité climatique, le projet prévoit une aide au recensement des risques climatiques et l'intégration de mesures d'adaptation au plan de développement communautaire, la promotion de pratiques agricoles favorisant la résilience climatique, ainsi qu'un investissement dans les infrastructures qui contribuera à la bonne gestion des ressources en eau.
37. Pour ce qui est d'améliorer l'accès aux marchés, le projet contribuera au développement des filières et apportera un appui à l'établissement de liens entre les marchés et les petits exploitants agricoles. Sont notamment prévus des investissements dans les infrastructures telles que les routes et les installations de stockage, et la promotion des coopératives, ce qui permettra de renforcer le pouvoir de négociation collective.
38. **Risques financiers.** Le risque inhérent à la gestion financière est jugé élevé. Les mesures d'atténuation envisagées comprennent: i) le renforcement des capacités du personnel chargé de la gestion financière; ii) la signature de mémorandums d'accord avec les organes de comptabilité locaux pour les besoins de la formation et du recrutement; iii) la mise à jour du logiciel de comptabilité, afin que les rapports soient présentés rapidement; iv) l'établissement du budget dans les délais et le suivi de la performance en temps voulu au niveau des catégories de dépenses, par source de financement; v) l'ouverture d'un compte bancaire distinct pour chaque donateur, afin d'éviter l'amalgame des fonds; vi) l'adoption d'un système d'archivage électronique par mesure de précaution; vii) l'actualisation des politiques obsolètes; viii) la mise en place d'un dispositif d'audit interne; ix) l'application effective de la politique relative aux voyages en ce qui concerne les justificatifs d'emploi des avances de fonds; x) la mise en place d'examens de la performance structurés; xi) la consignation et la communication d'informations sur la réquisition et la distribution de matériel; xii) l'application d'une limite aux transactions en espèces; xiii) l'élaboration de directives concernant les contributions en nature; xiv) la préparation et l'audit des états financiers en temps voulu.

Tableau 4
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Substantiel
Gestion financière	Élevé	Élevé
Passation des marchés	Élevé	Élevé
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Faible	Faible
Risque global	Substantiel	Substantiel

B. Catégorie environnementale et sociale

39. Les risques environnementaux et sociaux sont jugés modérés. Le projet œuvrera en faveur d'une agriculture durable et climato-compatible, de l'amélioration de la santé des sols et de la biodiversité agricole. Une attention particulière sera accordée aux femmes, aux ménages dirigés par une femme, aux jeunes et aux communautés marginalisées. Le consentement préalable, libre et éclairé sera sollicité tout au long de l'élaboration du plan de développement communautaire. Globalement, le TRIP III devrait produire des avantages environnementaux et sociaux.

C. Classement au regard des risques climatiques

40. Le risque climatique posé par le projet est jugé substantiel. Les zones du projet sont sujettes aux cyclones, aux inondations et aux pénuries d'eau. Les activités de culture et d'élevage subissent les effets de la variabilité du régime pluviométrique, des changements de température, et des incursions de ravageurs et de maladies. L'élaboration du plan de développement communautaire tiendra compte des questions climatiques et des mesures d'adaptation. Le projet promouvra une agriculture diversifiée, favorisant la résilience climatique, ainsi que des solutions fondées sur la nature. Les services agrométéorologiques seront renforcés et mis à la disposition des exploitants agricoles.

D. Soutenabilité de la dette

41. Le risque de surendettement des Tonga est jugé élevé. Classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le pays entre dans la catégorie des petits États, et présente un RNB par habitant supérieur au plafond d'accès opérationnel déterminé par l'Association internationale de développement (IDA). En tant que petit État pouvant prétendre aux financements de l'IDA, les Tonga peuvent bénéficier du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) du FIDA. En raison de leur risque élevé de surendettement, les Tonga remplissent les conditions pour bénéficier d'un don au titre du CSD en 2025. Les obligations du pays au titre du service de la dette concernent, pour l'essentiel, des créanciers extérieurs; le remboursement de la dette a fait un bond et atteint 3,5% du PIB pendant l'exercice 2024 et restera à un niveau élevé (plus de 3% du PIB) jusqu'à l'exercice 2027. Le plan du Gouvernement visant à s'abstenir de tout nouvel emprunt à des conditions ordinaires contribuera à réduire davantage le risque de surendettement des Tonga.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

42. Le bénéficiaire du don sera le Royaume des Tonga, par l'intermédiaire du Ministère des finances, et MORDI TT restera l'organisme principal du TRIP III. MORDI TT mettra également en œuvre le TARCP dans le cadre de modalités de financement parallèles, afin de répartir des dépenses entre les projets et de mettre en commun certaines ressources. En outre, MORDI TT mobilisera plusieurs parties au projet, à savoir le MAFF, le MEIDECC, le Ministère de l'intérieur et le Cabinet du Premier Ministre (Département de l'administration locale), en établissant des mémorandums d'accord.
43. Un comité consultatif du projet, composé de responsables du Ministère des finances, du MAFF, du MEIDECC, du Département de l'administration locale, du Ministère de l'intérieur et du Civil Society Forum of Tonga, viendra contribuer à la gouvernance du projet et en assurera la supervision stratégique. MORDI TT hébergera le comité consultatif du projet et lui apportera son concours, et des réunions se tiendront une fois par trimestre. Les bureaux de MORDI TT à Nuku'alofa accueilleront l'unité de gestion de projet du TRIP III, la gestion du TARCP étant quant à elle confiée à une unité de gestion de projet distincte.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

44. Les modalités de gestion financière et de passation de marchés seront renforcées pour faire face à l'extension du nombre et de la portée des activités relevant du financement parallèle et du TRIP III. Les dispositions du financement parallèle imposeront que les plans de travail et budgets annuels soient élaborés séparément, et que des systèmes et des protocoles de comptabilité et d'établissement de rapports distincts soient utilisés aux fins de la répartition des dépenses liées à certaines activités entre les deux projets (notamment l'élaboration des plans de développement communautaire), et de la mobilisation commune du personnel affecté aux unités de gestion. Les activités de gestion financière seront encadrées par le Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets du FIDA et par le manuel d'exécution du projet.
45. MORDI TT établira une unité de gestion de projet nationale à Nuku'alofa, qui sera dirigée par la directrice ou le directeur de projet. L'équipe chargée de la gestion financière dans le cadre du TRIP II sera transférée au TRIP III, et un ou une responsable des finances supplémentaire sera recruté(e). Le service chargé des finances sera placé sous la direction de la ou du responsable des opérations financières et administratives, qui sera secondé(e) par un ou une responsable des finances et un ou une spécialiste des finances.
46. Le plan de travail et budget annuel sera élaboré en consultation avec les communautés, et sera avalisé par MORDI TT, approuvé par le Ministère des finances, et présenté au FIDA dans les 60 jours précédant le début de l'exercice financier. Le montant correspondant au plan de travail et budget annuel approuvé sera pris en compte dans le budget annuel du pays.
47. Les états financiers du projet seront préparés au moyen d'une version actualisée du logiciel de comptabilité Mind Your Own Business ou d'un nouveau système à déployer prenant en charge plusieurs sources de financement ainsi que l'édition automatisée de rapports. La comptabilité du projet sera gérée conformément à la méthode de comptabilité de caisse utilisée dans le cadre des Normes comptables internationales du secteur public. Les pièces justificatives seront conservées indéfiniment et leur consultation sera soumise à autorisation. Les rapports financiers intermédiaires seront présentés par l'intermédiaire du Portail clients du FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre. Les systèmes et les

processus de contrôle interne actuels seront améliorés, et le manuel d'exécution du projet sera mis à jour.

48. Le Bureau de l'Auditeur général des Tonga supervisera l'audit externe annuel des états financiers, et un cabinet d'audit sera recruté sous sa direction, conformément aux procédures de passation des marchés. L'auditeur respectera les normes internationales d'audit et le mandat convenu avec le bénéficiaire. Le rapport d'audit sera présenté dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier et sera diffusé conformément à la Politique du FIDA en matière de diffusion des documents concernant les opérations non souveraines dans le secteur privé (2022).
49. **Flux de fonds et décaissement.** Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis sera ouvert auprès de la Banque de réserve nationale des Tonga. Les fonds décaissés au titre du don du FIDA seront versés sur le compte désigné suivant la modalité des fonds renouvelables, et les demandes de retrait, accompagnées des prévisions de trésorerie à six mois qui figurent dans les rapports financiers intermédiaires trimestriels, seront transmises par l'intermédiaire du Portail clients du FIDA. Un compte de projet libellé en pa'anga sera ouvert auprès d'une banque commerciale et sera alimenté à partir du compte désigné, sur demande adressée au Ministère des finances, pour effectuer les transactions courantes.
50. Le premier décaissement sera exécuté après présentation d'un mémorandum d'accord signé par le Ministère des finances et MORDI TT et jugé acceptable par le FIDA, officialisant la désignation de MORDI TT comme organisme principal du projet, la nomination des membres clés du personnel du projet, l'approbation du premier plan de travail et budget annuel et du plan de passation des marchés, la communication des coordonnées du compte désigné et des instructions bancaires, la désignation des signataires autorisés et l'inscription des utilisateurs sur le Portail clients du FIDA.
51. Les marchés seront passés suivant les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et le Guide pratique de passation des marchés du FIDA, et une unité spéciale chargée de la passation des marchés sera mise en place en vue d'atténuer les risques recensés. Les procédures de passation des marchés seront simplifiées et adaptées au contexte décentralisé, et des outils de passation des marchés en ligne tels que l'outil de planification des ressources de l'institution Xero et le Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets du FIDA seront utilisés en vue de renforcer la transparence et le contrôle. Le personnel bénéficiera de formations régulières et d'un renforcement continu de ses capacités. Par ailleurs, l'abaissement des seuils de déclenchement de l'examen préalable et les audits externes annuels contribueront à l'efficacité des activités de supervision.
52. Des mesures solides de lutte contre la corruption, conformes aux politiques du FIDA, viendront renforcer la gouvernance. Le Bureau du Commissariat à la lutte contre la corruption assurera la gestion des plaintes de haut niveau, épaulé dans cette tâche par le Bureau de l'Auditeur général des Tonga et par le service chargé de signaler les transactions¹. Un mécanisme de protection des lanceurs d'alerte sera établi afin d'assurer une protection contre les représailles et de renforcer la transparence.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

53. Pour mobiliser les groupes cibles, une approche participative sera appliquée dans le cadre du projet, afin que le taux de participation de la population âgée de 16 à 65 ans atteigne 85% au minimum. Cela passera par l'élaboration de plans de développement par des femmes, des jeunes et des hommes, qui seront intégrés

¹ <https://www.reservebank.to/index.php/financial-intelligence/transactions-reporting-authority>.

aux plans communautaires. Des sous-comités sectoriels satisfaisant aux critères de représentation des femmes et des jeunes mettront au point des plans concernant les domaines prioritaires, comme les infrastructures et les moyens d'existence.

54. **Réponse aux doléances.** Les mécanismes de réponse aux doléances comprennent la mise en place de voies pour le dépôt des plaintes, l'évaluation de leur bien-fondé, et le recours au dialogue ou à la médiation pour la résolution des problèmes, auquel viendra s'ajouter, si nécessaire, un arbitrage indépendant. Les activités de suivi garantiront le respect des politiques du FIDA et du FEM, tout en assurant la confidentialité afin de protéger les plaignants contre toute forme de représailles.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

55. Un système complet sera mis en place dans le cadre du projet aux fins de la gestion des connaissances et de la communication. Les plans de travail et budgets annuels seront élaborés sur une base collaborative et diffusés dans un souci de transparence. Des rapports de situation seront établis chaque semestre afin que des renseignements à jour soient fournis sur les aspects techniques et financiers. Le système de suivi-évaluation permettra de suivre les données financières et celles relatives à la passation des marchés au moyen de différents instruments. Des enquêtes seront réalisées à l'état des lieux, à mi-parcours et à la fin du projet. Les supports de connaissance, notamment les supports de formation, la documentation et les contenus numériques, seront adaptés au public visé.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

56. Le TRIP III vise à accélérer la transformation rurale dans une optique d'inclusion, de résilience climatique et de viabilité commerciale, en prenant appui sur le mécanisme de promotion de l'innovation. Le mécanisme offre un appui ciblé par l'intermédiaire de dons de faible montant destinés à financer la mise à l'essai, la démonstration et la reproduction à plus grande échelle de solutions innovantes qui décuplent la productivité, favorisent la création de valeur, renforcent la durabilité environnementale et permettent au plus grand nombre de participer équitablement aux filières prioritaires.
57. Le mécanisme de promotion de l'innovation donne aux communautés et aux acteurs locaux les moyens de mettre à l'essai et de valider des solutions qui répondent aux obstacles systémiques ou qui ouvrent de nouveaux débouchés commerciaux.
58. Surtout, les innovations appuyées au titre de la sous-composante 2.3 s'inscrivent dans une logique de continuité. Pour chaque proposition, il y aura lieu de démontrer clairement la pertinence à l'aune des priorités recensées par les analyses des filières, la concordance avec les plans d'amélioration des moyens d'existence, et la possibilité d'un cheminement plausible vers la transposition à plus grande échelle ou la reproduction.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

59. Afin de préparer l'exécution, MORDI TT élaborera des directives relatives à la passation de marchés qui seront conformes au cadre du FIDA et permettront de faire face aux lacunes en matière de capacités. La gouvernance sera conforme à la politique du FIDA en matière de lutte contre la corruption, et les plaintes seront gérées par la Commission tongane de lutte contre la corruption. Le TRIP III comprend une composante consacrée à la gestion des risques de catastrophe et se conforme aux mesures de protection environnementale, climatique et sociale. Cela étant, une feuille de route adéquate a été mise en place en vue d'assurer la transition du TRIP II au TRIP III.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

60. Le FIDA supervisera l'ensemble des volets du TRIP III, notamment ceux financés par le FEM. Une mission de supervision sera réalisée conjointement au moins une fois par an par le FIDA, MORDI TT et le Gouvernement, avec la participation d'autres parties prenantes au projet, afin d'évaluer la performance et les résultats du projet, les enseignements à retenir et le respect des dispositions de l'accord de financement.
61. Un examen à mi-parcours sera effectué au second semestre de 2029 au plus tard, sur la base des constatations qui ressortent de l'enquête sur les effets obtenus à mi-parcours. Faisant fond sur l'enquête réalisée en fin de projet, l'unité de gestion du projet, en consultation avec le MAFF, le MEIDECC et le Département de l'administration locale, élaborera le rapport final du projet, qui sera présenté au FIDA, au FEM et au Gouvernement tongan dans les trois mois suivant l'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

62. L'octroi au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre le Royaume des Tonga et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
63. Le Royaume des Tonga est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
64. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

65. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume des Tonga un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de cinq millions trois cent mille dollars des États-Unis (5 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 01 September 2025)

FINANCING AGREEMENT

Grant No: _____

Project name: Tonga Rural Innovation Project – Phase III (“TRIP III”/ “the Project”)

The Kingdom of Tonga (the “Recipient”), through the Ministry of Finance

and

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

(each a “Party” and both of them collectively the “Parties”)

WHEREAS the Recipient has requested a Debt Sustainability Fund (DSF) grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS the Recipient has undertaken to provide additional support, financially or in kind that may be needed to the Project;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the “General Conditions”) are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Grant (the “Financing”) to the Recipient, which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Financing is Five Million and Three Hundred Thousand United States dollars (US\$ 5,300,000)

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be July 1.

3. There shall be a Designated Account in United States Dollars, for the exclusive use of the Project opened in the National Reserve Bank of Tonga. The Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
4. There shall be a Project Account in local currency, Tongan Pa'anga for the benefit of the project in a commercial Bank.
5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of One Million Seven Hundred and Sixty Thousand United States dollars (US\$ 1,760,000) in the form of taxes and duties.

Section C

1. The Ministry of Finance shall be the Executing Agency of this Agreement.
2. The Lead Project Agency shall be the Mainstreaming of Rural Development Innovation (MORDI) Tonga Trust.
3. The following are designated as additional Project Parties: the Ministry of Agriculture, Food and Forests (MAFF), the Ministry of Meteorology, Energy, Information, Disaster Management, Environment, Climate Change and Communications (MEIDECC), Ministry of Internal Affairs and the Prime Minister Office (Department of Local Government (DLG)).
4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
5. The Project Completion Date shall be the sixth (6) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Recipient.
6. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with procurement methods and any other measures identified by IFAD.

Section D

1. The Fund will administer the Grant and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Recipient did not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the Effective Date.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) A Memorandum of Understanding has been signed between Ministry of Finance (MoF) and MORDI TT, acceptable to IFAD, to appoint MORDI TT as the LPA,
- (b) Key Project Personnel has been appointed as per section 12 Schedule 3 of this Agreement.
- (c) The first AWPB have been submitted and received no-objection from IFAD.
- (d) The Designated Account shall have been duly opened, and IFAD must have received a duly completed Authorised User(s) Letter, from the designated representative or a sufficiently senior delegated official, designating the name (s) of the official(s) authorised to approve Withdrawal Applications and Interim Financial Reports (IFR).

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
Taufa'ahau Road, St George Building,
Nuku'alofa
Kingdome of Tonga

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient.

KINGDOM OF TONGA

Dr. 'Aisake Valu Eke
Minister for Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvario Lario
President
Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit 35,143 people in 128 communities.
2. *Project area.* The Project will cover six island groups (Vava'u, Eua, Tongatapu, Ha'apaí, the Niua Fo'ou & Niua Toputapu) (the "Project Area").
3. *Goal.* The Project goal aims to contribute to food and nutrition security and poverty reduction and improve climate resilience among rural communities.
4. *Objectives.* The objective of the Project is to strengthen community development and improve rural livelihoods by promoting diverse agricultural production and commercialization. This will be achieved through the integration of climate-resilient practices, improvement of biodiversity, fostering of social inclusion, and incorporation of innovative solutions.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

Component 1, Community Development, focuses on enhancing capacities for climate-resilient community and livelihood planning. It includes Community Development Plans (CDPs) and Livelihood Development Plans (LDPs), which involve climate risk assessments and training for local government officials and community members. These plans will identify community priorities, incorporate climate resilience, and facilitate the transition from subsistence to semi-commercial farming, supported by Community Economic Livelihood Grants (CELGs).

Component 2, Sustainable Livelihoods, aims to improve household-level production and sales, increase areas under improved land management, and create new livelihood opportunities, particularly for youth.

Sub-component 2.1 focuses on capacity building for livelihood development, providing training on climate-resilient production, nutrition-oriented community gardening, financial and businesses literacy.

Sub-component 2.2 supports investment in climate-resilient LDPs and value chains through CELGs, facilitating partnerships with agribusinesses and promoting agroforestry, community gardens, and handicrafts.

Sub-component 2.3, the Innovation Facility, offers grants to test and demonstrate new technologies and business models.

Sub-component 2.4 enhances access to agrometeorological services to support climate-smart agriculture.

Component 3, Project Management and Policy Support, aims to improve institutional capacities for policy development. It includes policy and institutional capacity development through multistakeholder consultations and the creation of policy drafts.

Component 4, Disaster Recovery and Rebuilding, focuses on delivering disaster response and recovery packages. The component will have an initial zero budget allocation and financing but provides a mechanism for the Project to gain rapid access to financing to respond to an eligible crisis or emergency.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* MORDI TT is tasked with implementing the Project. A memorandum of understanding (MOU) will be signed between MORDI TT and MOF formalising the arrangement.

7. *Project Oversight Committee.* A Project Advisory Committee (PAC) will provide governance and strategic oversight, comprising CEOs from MOF, MAFF, MEIDECC, the Prime Minister Office (Department of Local Government (DLG)), the Ministry of Internal Affairs, and the Civil Society Forum Tonga. MORDI TT will host and facilitate the PAC, with meetings held quarterly.

8. *Project Management Unit.* A Project Management Unit (PMU) will be established within MORDI TT's office in Nuku'alofa, dedicated to TRIP III, while a separate PMU will manage TARCP. The PMU will handle planning, grant disbursement, procurement, financial management, and liaise with the government as needed.

9. *Project Parties.* MORDI TT will engage several implementing partners through MOUs, including the Ministry of Agriculture, Food and Forests (MAFF), the Ministry of Meteorology, Energy, Information, Disaster Management, Environment, Climate Change and Communications (MEIDECC), and Ministry of Internal Affairs and the Prime Minister Office (Department of Local Government (DLG)).

10. *Monitoring and Evaluation.* The M&E system will track financial and procurement data, using various instruments to capture indicators specified in the Logical Framework. Surveys will be conducted at baseline, midline, and endline stages to assess project impact.

11. *Knowledge Management.* Knowledge products, including training materials, documentation, and digital content, will be tailored for different audiences.

12. *Project Implementation Manual.*

A Project Implementation Manual with the associated annexes will be finalized at Project inception, approved by the PAC and subjected to IFAD's no objection. Any amendment to the PIM must receive an IFAD's no objection prior to it becoming effective.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category Number	Category Description	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage (net of tax, co-financiers and beneficiary contributions)
I.	Vehicles, Equipment & Materials	387 000	100%
II.	Grants	117 000	100%
III.	Consultancies & Studies	2 673 000	100%
IV.	Goods, Services & Inputs	585 000	100%
V.	Recurrent Costs	1 008 000	100%
	Unallocated	530 000	100%
	TOTAL	5 300 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I-Vehicles, Equipment & materials includes eligible expenditure also for vehicles.
- (ii) Category II-Grants shall mean eligible expenditure incurred on Matching Grants.
- (iii) Category III-Consultancies & Studies also includes TA travel.
- (iv) Category IV-Goods, services & inputs includes Trainings & Workshops.
- (v) Category V-Recurrent costs include salaries and allowances and operating costs.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD200,000 Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible. The activities relating to the Project's start-up and preparatory activities are recruitment of PMU staff; costs related to tendering, selection, and recruitment of service providers; costs related to the finalization of the program implementation manual; start-up workshop; accounting software licensing, and baseline survey.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.

2. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.

3. Within 2 months of entry into force, submission of a tax exemption certificate providing Project with official tax-exempt status

4. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with Project Parties that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.

5. Planning, Monitoring and Evaluation. The Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

1. Gender. The Recipient shall ensure that appropriate measures will be taken in order to support women and youth in integrated approach that promotes gender empowerment of women and youth in an integrated approach to youth sensitive and climate change.

7. Indigenous People (IP) Concerns. The Recipient shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant IP national legislation;
- (b) indigenous people are adequately and fairly represented in all Community Development Planning (CDP), Livelihood Development Plan (LDP), and local planning for Project activities;
- (c) Free, Prior, and Inform Consent (FPIC) is obtained during CDP process.
- (d) IP rights are duly respected;
- (e) IP communities, participate in policy dialogue and local governance;
- (f) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Recipient on the subject are respected²;
- (g) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

8. Anticorruption Measures. The Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

² Refer to ILO 169, 1989 when ratified.

9. Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse. The Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

10. Use of Project Vehicles and Other Equipment. The Recipient shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the Lead Program Agency for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project;
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use;
- (d) At Project completion, the Parties shall agree on the final use of Project equipment, in accordance with the Government's Asset Management Framework. In the event there is a subsequent phase of the Project, the Parties may agree to transfer the equipment to the next phase of the Project.

11. IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool. The Recipient shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Recipient shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Recipient shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

12. The Key Project Personnel are: Project Manager, Financial Specialist, Officer for Monitoring and Evaluation, Knowledge Management Officer, Procurement Officer, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. In order to assist in the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, Public Service policy and instructions, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

II. SECAP Provisions

1. For projects presenting moderate social, environmental and substantial climate risks, the Recipient shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs), Free, Prior and Informed Consent (FPIC) detailed in the CDP process, , and Targeted Adaptation Assessment (TAA), as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plan(s), unless: (i) agreed in writing by the Fund and (ii) Recipient has complied with the requirements applicable to the original adoption of the Management Plan(s).

2. The Recipient shall not, and shall cause the Executing Agency and LPA, all its contractors, its sub-contractors, and suppliers not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been compensated and/or resettled in accordance with the specific FPIC and/ or the agreed works and compensation schedule.

3. The Recipient shall disclose the draft and final ESCMP reports and all other relevant Management Plan(s) with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project -affected area, in a form and language understandable to Project-affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

4. The Recipient shall ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.

5. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Recipient shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project -level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the grant or within the Recipient's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Recipient (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to

public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

6. The Recipient shall ensure or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.

7. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Recipient shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the management plan (if any) on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Recipient will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

8. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any, and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project/				Progress Reports	Biannual/Annual	Project PMU	
	Males - Males	0	8,516	21,290				
	Females - Females	0	5,678	14,194				
	Young - Young people	0	4,258	10,645				
	Indigenous people - Indigenous people	0	14,059	35,143				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	14,059	35,143				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Progress Report	Biannual/Annual	Project PMU	
	Household members - Number of people		14,059	35,143				
	1.a Corresponding number of households reached				Progress Report	Biannual/Annual	Project PMU	
	Women-headed households - Households		530	1,326				
	Non-women-headed households - Households		3,007	7,517				
	Households - Households		3,537	8,843				
Project Goal: Contribute to food security, poverty reduction and improve climate resilience among rural communities.	per cent of rural HH under national poverty line				HIES	5 Years	Tonga Statistic	No major changes in Government of Tonga's Strategic Development Framework Phase III and Agricultural Sector Strategy II 2025-2035.
	HH experiencing multi-dimensional poverty (%) (2121 HIES)	24	22	20				
	FIES Food Insecurity Experience Scale				HIES	5 Years	Tonga Statistic	
	FIES Food Insecurity Experience Scale - Number	5	4	3				
Development Objective Strengthen community development and	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit				Progress Reports	Annual	PMU	Eighty per cent of households in target communities are expected to have
	Number of enterprises		287	718				

improve rural livelihoods by promoting diverse agricultural production and commercialisation, integrating climate-resilient practices, fostering social inclusion, and incorporating innovative solutions”.	Per centage of enterprises - Per centage (%)		32	80				increased incomes by project completion.
Outcome Outcome 1. Community development capacities enhanced	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Progress Reports	Annual	PMU	All 122 TRIP II communities revise CDPs by mid-term <

	Climate-Resilient LDPs revised/updated - Number		431	718				Five LDPs per community
Outcome Outcome 2. Livelihood enhanced and new opportunities created	1.2.4 Households reporting an increase in production				Progress Reports	Annual	PMU	10,221 households in target communities 5 CIGs per community x 10 members x 128 communities x 70 per cent success rate Two cluster farms per community x 8 acres (3.2 ha)
	Total number of household members - Number of people		10,612	21,223				
	Households - (%)		30	60				
	Households - Households		2,653	5,306				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				Progress Reports	Annual	PMU	
	Males - Males		1,805	3,008				
	Females - Females		2,242	3,737				
	Indigenous people - Indigenous people		4,047	6,745				
	Young - Young people		2,816	3,755				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		4,047	6,745				
	2.2.5 Rural producers’ organisations reporting an increase in sales				Progress Reports	Annual	PMU	
	Number of Rural POs - Organisations		431	718				
	Total number of POs members - Number		4,047	6,745				
	Women PO members - Number		2,242	3,737				
	Men PO members - Number		1,805	3,008				
	Young PO members - Number		2,816	3,755				
Output Output 2.1 Capacity development for climate resilient production and off farm livelihood opportunities	3.1.4 Area of Land managed for climate resilience (GEF SCCF Core Indicator 4, also IFAD)				Progress Reports	Annual	PMU	Two cluster farms per community x 8 acres (3.2 ha)
	Hectares of land - Area (ha)		641	1,068				
	Area of landscapes under improved management to benefit biodiversity (GEF biodiversity indicator)							
	Hectares of land - Area (ha)		301	534				
	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Progress Reports	Annual	PMU	90 per cent of groups 10 per cent of groups 20 per cent of groups 100 per cent of groups Two community gardens per community
	Total size of groups - No of people		1,603	2,672				
	Groups supported – Groups		200	334				
	Males – Males		200	334				
	Females – Females		0	0				

	Young - Young people		40	66	Progress Reports	Annual	PMU	x 15 members, of whom 90 per cent are women. 0.1 acres per garden. Includes handicrafts. 2 groups per community x 20 members, of whom 90 per cent are women.
	Indigenous people - Indigenous people		1,603	2,672				
	Acreage/# of multiplication/ demo plots/model gardens established (GEF)							
	Acreage/# of model gardens established - Number		19	19	Progress Reports	Annual	PMU	
	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management							
	Males – Males		3,760	3,760				
	Females – Females		4,672	4,672				
	Indigenous people - Indigenous people		8,432	8,432				
	Young - Young people		1,686	1,686				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people		8,432	8,432				
Output Output 2.2: CR input and technologies provided to facilitate adoption	1.1.3 Rural producers accessing CSA production inputs and/or technological packages/ / People benefitting from GEF-financed investments (GEF Core indicator 11 – biodiversity and SCCF)				Progress Reports	Annual	PMU	Includes all beneficiaries of cluster farms and community gardens.
	Males – Males		2,256	3,760				
	Females – Females		2,803	4,672				
	Young - Young people		1,011	1,686				
	Indigenous people - Indigenous people		5,059	8,432				
	Total rural producers -# of people		5,059	8,432				
	Agribusiness partnerships (e.g. contract farming, outgrower arrangement, etc.) established							
	Agribusiness partnerships - Number		10	20				
Output Output 2.3 Innovation facility	# private sector enterprises/civil organisations engaged in climate change adaptation and resilience action through Innovation Facility (GEF)				Progress Reports	Annual	PMU	Assumes 25 innovation grants awarded, each involving 20 households in testing and demonstrating innovations
	# private sector enterprises/civil organisations		10	25				
	# of knowledge products (e.g. manuals, how to notes, extension sheets) (GEF)				Progress Reports	Annual	PMU	
	Knowledge products (e.g. manuals, how to notes, extension sheets) - #		10	25				
	# of people trained/ exposed to new technologies through the innovation facility (GEF SCCF)				Progress Reports	Annual	PMU	
	Total – Number		200	500				
	Male – Number		100	250				
	Female – Number		100	250				

	Young – Number		40	100				
	IP – Number		200	500				
Output Output 2.4: Agromet services	3.1.2 Persons provided with climate information services (also a GEF indicator)				Progress Reports	Annual	PMU	All adults (40 per cent of population) in target communities are able to access climate information and services.
	Males – Males		4,127	6,879				
	Females – Females		4,308	7,180				
	Young - Young people		1,012	1,687				
	Indigenous people - # of people		8,435	14,059				
	Persons provided with climate information services - # of people		8,435	14,059				
Outcome Outcome 3: Key policy papers drafted, institutional capacities for policy development enhanced	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Progress Reports	Annual	PMU	
	MAFF- GEF		0	1				
	MEIDECC – GEF		0	1				
	Local Government Department		0	1				
Output Output 3.1. Agriculture, Climate, Local govt policy	# of policy relevant knowledge products developed				Progress Reports	Annual	PMU	
	Policy relevant knowledge product developed that will mainstream climate resilience – MAFF – GEF SCCF		0	1				
	Policy relevant knowledge product developed that will mainstream climate resilience – MEIDECC – GEF SCCF		0	1				
	Policy relevant knowledge product developed – Local Government		0	1				
	# of multi-stakeholder consultations facilitated				Progress Reports	Annual	PMU	
	Multi-stakeholder consultation facilitated – MAFF – GEF		1	2				
	Multi-stakeholder consultation facilitated – MEIDECC - GEF		1	2				
	Multi-stakeholder consultation facilitated - LGU		1	2				

Integrated project risk matrix

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Moderate
Political Commitment	Moderate	Moderate
Risk: Constant change in government remain a risk that may affect project delivery and implementation. There will be Presidential elections in November, and that a change in government may (or may not) have an impact on the approval/implementation of the project.	Moderate	Moderate
Mitigations: The Board and management of MORDI Tonga Trust, have a very good and excellent relationship with the Government. They will continue to promote and intensify engagement with the government.		
Governance	Substantial	Substantial
Risk: The risk that the country exhibits governance failures that may undermine project implementation and achievement of project development objectives is low because the project is commissioned by the Government to a civil society organisation.	Substantial	Substantial
Mitigations: The project has been commissioned to a civil society organisation with extensive track record and long partnership with IFAD. IFAD has invested substantially in building capacity of the CSO and of Government.		
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Risk: Over the last decade, Tonga's real GDP averaged around 1.3 per cent growth per annum. This figure, which is well below the regional average, has been further reduced by the impact of the global economic crisis particularly with the onset of the corona virus, volcano eruption and tsunami.	Substantial	Substantial
Mitigations: (i) Fundamental change in the governance structures for rural communities and outer islands beginning a process that will empower communities and build more self-reliance at all levels to address community development needs. (ii) Further, this strategy will assist the communities to gain a clear understanding of the development process and the possible sources of development assistance that will support their development needs and priorities'.		
Fragility and Security	Moderate	Moderate
Risk: Tonga is one of the highest ranked countries in terms of vulnerability to climate variability and resilience and natural disasters (e.g. cyclones)	High	High
Mitigations: Community will be trained in the formulation of Community Disaster Preparedness Plan so that they can better adapt to natural disasters. Drawing on the assessment of potential hazards, the plan outlines the formulation of response strategies and emphasizes broad-based community participation to enhance resilience. This document provides a framework for residents, local organizations, and government agencies to coordinate effectively in times of crisis.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk: Non-conducive land tenure systems under which land and tax allotments are allocated to elder male heirs and are often abandoned and unproductive.	Moderate	Moderate
Mitigations: Identification, preparation and implementation of income generating activities, which favours employment opportunities for the poor, landless community members and for women.		
Policy Development and Implementation	Moderate	Moderate
Risk: Government policies and strategies particularly those relating to poverty reduction and agriculture are responsive to the needs of rural people. However, there is a risk in the implementation of these strategies with more emphasis on supply driven and production-oriented approach that does not always align with market conditions.	Moderate	Moderate
Mitigations: Project emphasis on a more market-informed and bottom-up approach, with investments to ensure that farmers have the technical skills to be better linked to identified agricultural value chains.		
Environment and Climate Context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Risk: The unsustainable practices of commercial agriculture and overharvesting are contributing to the degradation of land and marine ecosystems. Prolonged monocropping is depleting soil quality and overall soil health. Additionally, the unregulated use of chemical fertilisers and pesticides is causing further deterioration of the soil, air, and surrounding environment. Moreover, Tonga is highly vulnerable to natural disasters, particularly cyclones. These challenges are further exacerbated by population growth and migration to urban centres. The root causes are often linked to a lack of technical information, expertise, and capacity, as well as limited public awareness and appreciation of conservation efforts. Moreover, socioeconomic and ecological assessments are often incomplete, highlighting the need for additional resources and comprehensive statistical evaluations.	Substantial	Substantial
Mitigations: (i) Integration of biodiversity, climate variability and resilience and natural disaster early on in the CDP planning process; (ii) promotion of climate smart and disaster resilient agricultural practices such as using Agro-Met services, climate resilient crop varieties; (iii) promotion of intercropping, crop rotation and agroforestry; (iv) discouragement and regulation of chemical inputs; (v) promotion of local and indigenous species; (v) training of communities in the formulation of Community Disaster Preparedness Plans to enable them to adapt better to natural disasters. Activation of the RED component in the case of national emergency for TRIP III target communities.		
Project vulnerability to climate variability and resilience impacts	Substantial	Substantial

Risk: Tonga is among the world's most vulnerable countries to climate variability due to its geographic location, status as a SIDS, and reliance on natural resources for key economic sectors such as fisheries, agriculture, and tourism. The effects of climate variability, including sea level rise, ocean acidification, rising temperatures, and increasingly intense cyclones, continue to threaten the people of Tonga, their livelihoods, society, and natural environment. Irreversible loss and damage from extreme weather events and coastal erosion are jeopardising the Government's poverty alleviation commitments and national development objectives.	Substantial	Substantial I
Mitigations: (i) Training for communities, e.g., disaster risk management training provided under MORDI Programme. (ii) Cooperation with development partners who place emphasis on aligning Tonga's aid flows with funding environment interventions in the area of climate variability and resilience and related fields. (iii) Climate resilient infrastructure will be implemented under a parallel funding from Australian government and TRIP III will mainstream climate resilient agriculture activities. (iv) Climate resilience integration into the community development plans.		
Project Scope	Moderate	Moderate
Project Relevance	Moderate	Moderate
Risk: The project targets isolated rural communities and including to women and youth whose economic opportunities are limited and where there is comparatively lower efficacy in Government support. The risks outlined elsewhere, such as cyclones or natural disasters, may however require recalibration of work plans from time to time to ensure short-term recovery needs are in place for communities.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will collaborate with Disaster Response Authority and internalise natural disaster risks in its strategy, including planning for additional resource/staffing mobilisation for recovery efforts.		
Technical Soundness	Moderate	Moderate
Risk: (i) Remoteness, transport and communication obstacles which could result to under achievement of Project objectives, outcomes and outputs. (ii) Lack of community financial contributions for sustainable livelihoods	Moderate	Moderate
Mitigations: (i) Phased implementation approach to access remote areas. (ii) In-kind contributions are possible relieving the financial burden, furthermore PRAC can further assess community's financial capacity and decide on lower beneficiary contributions on a case-by-case basis with IFAD NO.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Substantial	Substantial I
Implementation Arrangements	Substantial	Substantial I
Risk: (i) MORDI TT staff retention. (ii) Inability of MAFF to fulfil its role of providing extension officers for farmer field schools and related extension activities. (iii) Communities, especially those in remote islands, will require intensive support to develop community and livelihood development plans and implement the sustainable livelihood component.	Substantial	Substantial I
Mitigations: (i) All staff positions have been filled. (ii) FFS approach will be used with extension and project officers serving as Master trainer and community leaders serving as facilitators in their respective community. (iii) A suite of capacity enhancement on CDP and LDP formulation (including market/value chain analyses, land suitability, facilitation) will be conducted targeting District Officers, Town Officers and community facilitators who will provide on-the-ground support to communities, including those in remote islands, to develop and implement CDPs and LDPs.		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Substantial	Substantial I
Risk: M&E processes and systems within the implementing agency are weak or inefficient. This result in a limited ability to monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner.	Substantial	Substantial I
Mitigations: (i) Strengthen the M&E system to effectively capture and analyse data in line with TRIP III requirements. (ii) Provide targeted training to equip staff with the skills needed to operate and manage the M&E system		
Project Financial Management	High	High
Project Organisation and Staffing	High	High
Risk: (i) Lack of familiarity with donor policies affecting compliance with diverse donor requirements posing potential risk of errors, processing and report delays. FM staff limited field presence which can affect financial monitoring and documentation at community level. (iii) Difficulties to attract and retain qualified and experienced FM staff partly due to limited qualified and experienced personnel, limited-term contracts linked to project duration and staffing affected by the labour migration to other countries.	High	High
Mitigations: (i) FM Staff immersion in the various donor reporting requirements and conduct regular refresher trainings. (ii) Develop partnerships and MOUs with local accounting bodies for training and recruitment pipelines.		
Budgeting	Substantial	Substantial I
Risk: (i) Delays in AWPB submissions. (ii) Budget over-runs at category level above allowable per cent with no prior approvals	Substantial	Substantial I
Mitigations: (i) Early engagement of communities for activity plans and budget preparation to allow enough time to seek necessary clearances before submission, 60days before start of fiscal year. (ii) Regular budget monitoring at category level per financing instrument and prior re-allocation requests before spending where category over-runs are foreseen		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial I
Risk: (i) Delays in withdrawal applications approvals affecting timely availability of resources. (ii) Delays in appointing new signatories and appointed or replacement signatories not familiar with project details and activities and ICP systems and processes. (iii) Co-mingling resources from different donors.		

Mitigations: (i) Timely submission of WAs. (ii) Close follow up with the Ministry for appointment of new signatories and submission of official letter ICP onboarding. (iii) Conduct trainings for MoF Authorised signatories on ICP System and organize regular familiarization sessions for MoF on project activities. (iv) Open separate bank accounts for each of the donors to avoid co-mingling.		
Project Internal Controls	High	High
Risk: (i) Project operates in a fragile context prone to natural disasters. Documents are filed in hard copies with no further back-up and can be affected in the event of a natural disaster. (ii) Grievance redress mechanism is outdated. Code of conduct has not safeguards defined to protect the project from conflict of interests or related party transactions. (iii) While MORDI TT does not have its own Internal Audit department, it is necessary for the project. (iv) Non-consistent adherence to some sections of travel and employment policies; incomplete audit trails on some transactions including materials and cash payments; incomplete record of in-kind contributions due to absence of guideline.		
Mitigations: (i) To mitigate risk of losing project financial records due to effects of natural disasters, develop and introduce electronic-filing system as part of the back-up plan. (ii) Update policies to incorporate safeguards for related party transactions and conflict of interests and reporting and grievance handling mechanisms. (iii) MoF Internal audit services to conduct project internal audits. (iv) Enforce travel policy on advance acquittals within 7days from duty travel including the stipulation of staff not to receive next travel advance before acquittals. Include new measure in travel policy to deduct overdue advance on next payroll. (v) Implement a structured performance review calendar aligned with employment policy. (v) Consistently record all material requisitions from stores for distribution to communities. (vi) Payments should be processed via cheque/or bank transfers, and cash payments made on exceptional basis. For the exceptional cash payments, document the acknowledgement consistently. (vi) Develop a guideline for in-kind Contributions		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Substantial
Risk: (i) Accounting software not customised to prepare required reports such as Statement Of Sources and Uses of Funds, category/component wise and not customised per financier. It becomes crucial with the multi-donor projects under implementation. (ii) Delayed submission of IFRs. (iii) Recording counterpart contributions transactions outside of the system posing risk of incomplete records and possibility of errors.		
Mitigations: (i) MORDI TT is assessing the existing MYOB system with a view to upgrade it or procure a new software with required specification The outcome of the assessment is expected to mitigate the issues experienced with the current system. LPA to inform IFAD on the decision-either MYOB upgraded or new software to be installed which will be used by TRIP III. (ii) Ensure timely preparation of accurate quarterly IFRs. (iii) Record all accounting transactions including counterpart contributions in the accounting system.		
Project External Audit	Substantial	Substantial
Risk: The audit report and management letter are supposed to be submitted within 6months following the end of the fiscal year. (i) With the multiple donor requirements, preparation of unaudited financial statements may face delays. (ii) This will delay the audit process and timely submission of the audit report. (iii) Additionally, audit appointment and clearance processes if not started on time will affect the audit.		
Mitigations: (i) Engage Tonga Office of Auditor General (TOAG) early to oversee external audit arrangements and under the guidance of TOAG, procure an audit firm as per procurement procedures and seek the necessary clearances and No Objection timely. (ii) Advance preparation of financial statements to have unaudited financial statements ready at commencement of audit.		
Project Procurement	High	High
Risk: The risk related with the project procurement are high considering that the project Process starting from the procurement planning to the contract award are implemented by the non-procurement officer dedicated to for the procurement. Despite the value of the procurement packages are relatively low value, however it is need to be led and implemented by dedicated procurement officer/ consultant to make sure meet the procurement principles and compliance with procurement regulation.	High	High
Mitigations: 1). Provide the Project Procurement consultant dedicated to implement the project procurement. 2). Improve the project structure and make sure the procurement position implemented by the dedication procurement person who understand both Tonga Procurement and IFAD Procurement. 3) Consult and accommodate any input related with procurement implementation performance, recommendation during the supervision		
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate
Risk: The risk that the Borrower's regulatory are generally adequate, however the institutional capacity and practices (including compliance with the laws) The Tongan Public Procurement unit under the Tongan Ministry of Finance having moderately risk due to the Tongan procurement unit is not independent entity and still under the Ministry of finance and risk of the oversight to each of public procurement project including TRIP II is not day to day report to this unit.	Moderate	Moderate
Mitigations: 1). Review periodically the application procurement in accordance with the Project Procurement Manual. 2). The project should consul periodically to Tongan procurement unit in Ministry of Finance and together with IFAD procurement unit. 3). The project should provide procurement specialist person to liaise between the project, Tongan National Procurement Unit and IFAD.		
Accountability and Transparency	High	High

Risk: The risk that accountability, transparency and oversight arrangements from the project to Tongan National Procurement Unit and IFAD are at the high Risk. Due to there are no availability of the procurement document during the supervision which implicate that there are remain unclear procurement process which also could related with transparency and oversight.	High	High
Mitigations: 1. Provide confidential report of complains received, under investigation and resolved. 2. Establish appropriate level of procurement reviews post and prior based on risk. 3. Identify and report on risk flags during procurement supervision. 4. Use IFAD standard bidding documents which include provisions for prohibitive practises and safeguards. 5. Establish and improve better project record management for any procurement process. 6. More transparent in any procurement process by providing the supporting procurement document.		
Capability in Public Procurement	Moderate	Moderate
Risk: Implementing Agency in principle have sound process sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project. However, the Executing Agency in this regard are not providing the dedication person to process and conduct the procurement cycles accordance with the Tongan Procurement System and required by IFAD. The IFAD procurement training is attended by project finance person and project manager who has no direct responsible for procurement. Therefore, the procurement implementation face delay due to no one prioritise procurement process and planning.	Moderate	Moderate
Mitigations: 1). Retain procurement professional (Project Procurement Specialist) to support the project intermittently. 2). Provide retaining a qualified Procurement Officer. 3). Periodic training and support to be provided to various implementing agencies teams.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate
Risk: The National Biodiversity Strategy and Action Plan to 2030 has identified two major threats to sustainable development: the unchecked expansion of commercial agriculture and the overharvesting of land and marine ecosystems. Key risks include monocropping, excessive use of chemical inputs, the potential unintentional introduction of invasive species, human-wildlife conflicts, and the purchase and use of natural resources from unsustainable service providers.		
Mitigation: (i) Support environmentally sustainable agricultural practices on existing farmlands; (ii) continue to support building fences, where possible; (iii) promote bio-fencing including living posts; (iv) encourage adding distraction crops to the crop mix; (v) Promote and incentivise pig farming within designated boundaries; (vi) promote use of government approved local and indigenous species; (vii) raise community awareness on invasive species and their management; and (viii) promote agrobiodiversity.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Risk: Use of pesticides is common in Tonga. Improper handling of chemicals could contaminate soil. Further, there are risks associated with improper management of agricultural waste, excessive use of chemical fertiliser, particularly in farming cash crops. Because of monocropping, there is nutrient loss from the soil, increase of pests and the risk of crops being adversely impacted from climate induced disasters or climate variability. Risks from livestock production are unchecked use of antibiotics and lack of sanitation in livestock rearing practice. Regarding fishery and onshore aquaculture, there is a risk of habitat destruction from clearing of coastal vegetation, use of exotic fish varieties, use of uncertified fish feed or reduction in fish biodiversity from overfishing or discarding by-catch.		
Mitigations: (i) The Project will not support purchase of highly hazardous pesticides under IFAD guidelines; (ii) it will raise community awareness about safe use of chemicals; (iii) promote bio inputs such as biofertilisers; (iv) waste processing and marketing facility; (v) management of soil fertility by using nutrient rich cover crop during fallow period; (vi) crop rotation, intercropping and agroforestry for pest management; (vii) use of water-efficient drip irrigation system or sprinklers; (viii) use of climate resilient crop varieties; (ix) use of agro met services for informed agriculture practice; (x) awareness on safe use of antibiotics; (xi) training on good agricultural practices; and (xii) promotion of local and indigenous species.		
Cultural Heritage	Low	Low
Risk: The project will utilise the traditional practice of making Tapa which has immense cultural significance in Tonga. There is a possibility of this knowledge being misappropriated and commercialised without the knowledge of indigenous people.		
Mitigation: (i) Support community halls for handicraft production such as Tapa making and mat weaving; (ii) participatory and inclusive community planning anchors activity planning and supports traditional knowledge; (iii) assist communities with markets and marketing; (ii) capacity building on branding; and (iii) awareness on use and promotion of their cultural heritage.		
Indigenous People	Moderate	Moderate
Risk: The project will utilise IPs land, natural resources, and their cultural and traditional practices. There is a possibility of encroaching rights and tradition of IPs.		
Mitigation: Indigenous assets and livelihoods are supported by the project, no encroachment. All TRIP III beneficiaries will be indigenous Tongans who have been involved in developing Community Development Plans (CDPs) since the first phase of TRIP. These plans, identified and prioritised by community members, are entirely community-driven, ensuring local ownership of both development and implementation. Integration of Free, Prior, and Informed Consent (FPIC) process into the existing CDP framework.		
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Risk: As TRIP III promotes production and processing facilities, communities may be exposed to chemicals and machinery. To mitigate risks, the project will ensure that all business partnerships, agricultural activities, and income-generating initiatives are fully aware of labour regulations and that compliance is mandatory for receiving project support. When it comes to income generation, because of limited access to resources, women are often unable to generate income for themselves.		

Mitigation: No impact on formal nor informal labour. Cooperation with ILO is planned towards recognising and enhancing conditions in the informal economy. Promotion of equal wages and opportunity for women (ii)Capacity building on IGAs (iii) Women focused income generating activities.		
Community Health and Safety	Moderate	Moderate
Risk: As TRIP III may support rearing of livestock, fishery and aquaculture, if these are selected as livelihood development priorities by the communities. In these cases, there are risks associated with zoonotic diseases or pathogenic contamination from poor handling and processing of fish.		
Mitigation: (i) Introduction of health and hygiene modules for livestock producers in the extension services; (ii) establishment of community-based disease alert system; (iii) awareness on maintenance of good shed and hygiene and sanitation.		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Risk: TRIP III will not initiate physical or economic resettlement but may be called upon to support communities resettled in the aftermath or natural disasters, as was the case following the 2022 volcanic eruption and tsunami.		
Mitigation: We don't see this as a potential risk. Like that the project shall not promote activities that lead to the resettlement of smallholder farmers. This will be insured by closely working with Ministries working on disaster and resettlement. Component 4 of TRIP III provides for disaster recovery and rebuilding support in the event of a natural disaster triggering declaration of a state of emergency. A disaster response manual will be prepared to define eligible recovery and re-building activities, such as distribution of seeds, planting materials, breeding livestock, tools and equipment, repair or replacement of buildings and civil works etc. Resettlement will only be supported in cases where the original location of a community becomes un-inhabitable or too risky to rebuild, and the community agrees that relocation and resettlement is unavoidable. This is consistent with the principles of full, prior and informed consent (FPIC) generally applied to resettlement conditions.		
Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
The project will not foresee any use of chemical, fertilizer, emissions through livestock. Sustainable land management supported by the community development and agriculture component will improve carbon capture.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Risk: Climate variability and resilience risks, including extreme weather events threaten community economic infrastructure and agriculture investment activities.		
Mitigations: (i) Provide training to communities, e.g., disaster risk management training provided under MORDI Programme. (ii) Cooperation with development partners who place emphasis on aligning Tonga's aid flows with fund environment interventions in the area of climate variability and resilience and related fields. (iii) Implement climate resilient infrastructure and climate resilient agriculture activities. (iv) Climate Resilience integration into the CDP.		
Stakeholders	Low	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low
Risk: MAFF is unable to fulfil its role in terms of providing extension officers for FFS and ongoing extension activities. TRIP III will have to depend entirely on FFS facilitators (lead farmers) selected from target communities; and not rely on public sector services.		
Mitigations: TRIP III will train 10 Master FFS Trainers from MAFF and 10 from the private sector, and/or lead farmers - as an "insurance" policy against this possible risk. MODRI will keep engaging communities in CDP process with minimum 85 per cent community participation. The TRIP III design mission will assess TRIP II and MOORDI Stakeholder Engagement Plan (SEP) and will update accordingly.		
Stakeholder Grievances	Low	Low
Risk: The inclusive and participatory CDP approach ensures that public investments respond to priorities established by a broad range of households and not only to the leadership/elite. Channels for expressing grievances exist but the country is small and stakeholders may be concerned of retribution risks.		
Mitigations: MORDI, the lead implementing partner, is re-visiting its delivery mechanisms and IFAD will support in ensuring that safe grievance channels are part of its approach. The TRIP III design mission will assess Grievance Redress Mechanism (GRM) of TRIP II and MORDI and will update GRM accordingly.		
Overall assessment	Substantial	